

LE SOCIALISTE

Organe central du Parti Ouvrier Français

ABONNEMENTS :

Trois mois 1 fr. 50 ; Six mois 3 fr. ; Un an 6 fr.
Etranger : Un an 8 fr.
10 centimes le numéro.

RÉDACTION ET ADMINISTRATION

AU SIÈGE DU CONSEIL NATIONAL

PARIS. — 5, rue Rodier. — PARIS

ADMINISTRATEUR DÉLÉGUÉ : RENÉ CHAUVIN

Les Annonces sont reçues

A la Société générale de Publicité
7, rue Drouot

MORT

DE

JEAN DORMOY

Le prolétariat et le socialisme viennent de perdre un de leurs plus dévoués militants, un ouvrier de la première heure.

Notre ami Dormoy, maire et conseiller général de Montluçon, membre du Conseil national du Parti Ouvrier Français, est mort lundi à Amélie-les-Bains.

Quatre mois ont suffi à briser cette énergie incomparable, ce vaillant entre les vaillants, dont toute la vie n'a été qu'un combat ininterrompu, et qui, en juillet dernier encore, menait à la victoire le Parti qu'il avait fondé et organisé dans l'Allier.

Né à Vierzon-Village, le 25 septembre 1851, Jean Dormoy était donc un compatriote de Gambon et de Baudin.

Comme tous les fils de prolétaires, il dut se mettre au travail dès l'enfance ; sorti de l'école primaire à treize ans, il entra aux usines de fer de Rozières (Cher). Lorsque ces usines cessèrent de fonctionner, en 1875, Dormoy, dont le père était couvreur, suivit sa famille qui vint se fixer à Montluçon.

Républicain, on peut dire que Jean Dormoy le fut de naissance. Dès 1868, il combattait ouvertement l'Empire et, malgré son jeune âge, comptait déjà parmi les militants de cette cité ouvrière. Aussi fut-il à la tête de ceux qui proclamèrent la République à Montluçon, en 1870.

Jusqu'à 1879, il resta dans les rangs du Parti républicain, réprimant ses impatiences de prolétaire et attribuant l'oubli où les gouvernants tenaient sa classe aux agissements des réactionnaires alors tout puissants. Mais lorsqu'il eut constaté que les républicains, devenus majorité à la Chambre et au Sénat, ne s'occupaient pas plus des travailleurs que les de Broglie et autres Fourtou, lorsqu'il acquit la conviction que Grévy, succédant à Mac-Mahon, n'était, ni plus ni moins que son prédécesseur, le représentant au pouvoir des intérêts capitalistes, il se sépara nettement du parti républicain bourgeois sans distinction de nuances et d'étiquettes.

Il y avait à cette époque à Montluçon un petit groupe de socialistes dont faisait partie Dormoy qui entretenait des relations suivies avec les militants parisiens. Dormoy se voua corps et âme à l'idée qu'ils représentaient et décida les socialistes Montluçonnais à affronter la lutte contre les partis bourgeois à une élection au Conseil général qui eut lieu en 1890.

Comprenant que l'adversaire était dangereux, les patrons Montluçonnais résolurent de le réduire par la famine. Dormoy fut donc renvoyé de l'usine Saint-Jacques. Il ne quitta pas Montluçon pour cela ; il se fit marchand d'huile et on put le voir jusqu'à son élection comme maire, conduire par tous les temps sa petite voiture à bras par les rues de Montluçon, ce qui lui permit, tout en exerçant ce pénible métier, de continuer son ardente et infatigable propagande. Etant en contact journalier avec les ouvriers devenus ses clients, il organisa rapidement un parti nombreux, fort et discipliné. Ne bornant pas sa propagande aux limites de la ville, il créa des groupements à Commentry, Doyet, Bézenet, Montvicq, Durdal-Larequille, etc. On sait com-

bien ces groupements ont prospéré, puisque presque partout ils ont conquis le pouvoir municipal.

En véritable propagandiste, jamais il ne refusait son concours et on le vit semer l'idée socialiste dans le Cher, le Puy-de-Dôme, la Haute-Loire, jamais lassé, toujours prêt à batailler de sa forte et rude voix qui dominait tous les tumultes et répondait à toutes les interruptions.

La tentative bourgeoise d'affamement ayant tourné à la confusion de ses auteurs, ils crurent avoir trouvé un moyen plus habile de réduire cet infatigable lutteur qui menaçait de débaucher toutes les troupes ouvrières encore au service des politiciens. Et alors en avant les juges et les gendarmes ! « Des gendarmes ne sont pas des raisons », a dit Paul-Louis, un libéral que nos « libéraux » ne lisent plus guère.

Condamné par les assises de l'Allier à six mois de prison avec ses amis Guesde et Lafargue, Dormoy qui était allé se fixer quelques semaines à Paris put

faire son temps à Pélagie. Ces six mois de loisir furent mis à profit ; comme tous les véritables laborieux, J. Dormoy n'eût pu rester un si long temps inactif. Aidé, guidé, conseillé par Guesde et Lafargue, il étudia, piocha les savants, les historiens et les économistes ; il collabora à un livre de propagande sur le programme du Parti ; bref, il continua de servir la cause sous les verrous comme il l'avait servie en liberté.

De retour à Montluçon, il trouva la classe

ouvrière terrorisée et les militants traqués comme des fauves.

Il eut naturellement sa part des mille persécutions de toute nature qui assaillirent alors les socialistes. Mais la ténacité était le fond même du caractère de cet homme trapu, à la face carrée, au menton volontaire et énergique, aux yeux clairs et fixant droit les yeux de l'adversaire.

Admirablement secondé par une petite phalange de dévoués, intelligents et hardis, il fit face à tout, aux calomnies, aux mensonges, aux tentatives de pression ou de corruption. Ici se place une seconde tentative d'affamement : on alla jusqu'à noter les maisons dans lesquelles Dormoy entraient pour vendre son huile et, une fois qu'il en était sorti, on faisait appeler l'acheteur et on le menaçait de lui faire perdre son travail s'il ne cessait pas de se servir auprès de Dormoy.

Cette persécution aussi bête qu'odieuse mit le comble à la popularité de Dormoy, qui, aux élections de mai 1888, entra au Conseil municipal. En août 1889, il entra au Conseil d'arrondissement. On sait qu'il fut réélu au Conseil municipal le Premier-Mai 1892, avec une forte majorité, passant seul au premier tour. Candidat au Conseil général le 31 juillet dernier, il était également élu laissant loin derrière lui son concurrent opportuno-radical, qui de conseiller sortant devint conseiller sorti.

Son attitude et ses actes à la mairie de Montluçon et au Conseil général de l'Allier ont prouvé que pour un socialiste le programme et les promesses ne sont pas seulement matière à affiches et à discours, mais à belles et bonnes réalisations.

Jean Dormoy laisse une femme et deux enfants qui peuvent compter sur le Parti dans l'immense malheur qui les frappe, et que nous prions d'agréer l'expression de nos plus affectueuses condoléances.

Les obsèques auront lieu à Montluçon,

dimanche à deux heures de l'après-midi.

Le Conseil National y sera représenté par son secrétaire, le citoyen Paul Lafargue, et par les citoyens Carnaud, Bernard Cadenat, Dutour, Sauvanet et Ferrero, députés.

ALLIANCE SOCIALISTE

Les délégués :

Du Parti Ouvrier Français ;
Du Parti Ouvrier socialiste révolutionnaire ;

De la Fédération des Travailleurs socialistes de France ;

Du Parti socialiste révolutionnaire ;
Se sont réunis à deux reprises, les dimanches 20 et 27 novembre,

Et ont décidé à l'unanimité ce qui suit :

1^o Il y a lieu de substituer à une représentation provisoire telle que le Comité de vigilance une représentation permanente des organisations socialistes nationalement constituées. Par le fait même le Comité de vigilance est dissous.

2^o Rien ne sera modifié au fonctionnement intérieur des organisations contractantes, qui ne pourront être engagées par leurs délégués que dans la mesure directe où elles les y auront autorisés.

Les délégués rechercheront la solution de chaque question pour une entente commune, mais chaque organisation reste maîtresse de sa décision.

3^o Conformément à la résolution déjà votée dans la précédente séance, un appel sera adressé aux socialistes indépendants, les invitant à s'organiser en fédération nationale pour se faire représenter au sein du Comité de rapprochement socialiste.

Cet appel sera signé des citoyens Jules Guesde et Péron (P. O. F.) ; Vaillant et Dubreuilh (P. S. R.) ; Brousse et Blondeau (F. T. S. F.) ; Barrat et Lenormand (P. O. S. R.).

LES DEUX ANARCHIES

Les débats récents à la Chambre ont attiré l'attention du public sur la conférence de Rome, qui devait, comme dit son prospectus, « resserrer les liens d'amitié qui unissent les gouvernements européens » et surtout permettre à la police et à l'espionnage de se constituer en Internationale noire. Il s'agit, dit-on, d'une lutte contre l'anarchie que la bourgeoisie veut supprimer une fois pour toutes ; car, comme dit le proverbe : « il n'y a que le diamant qui puisse couper le diamant » et les anarchistes d'en bas sont menacés de persécution par les anarchistes d'en haut.

Un des buts de la conférence est de définir l'anarchisme. Il semblerait cependant que le choix de l'emplacement de la ville et du pays où doit avoir lieu la conférence, fût propre à ôter aux délégués tout doute à cet égard ; il est impossible de trouver un pays où l'anarchisme soit plus en relation, d'effet à cause, avec le gouvernement, qu'en Italie. C'est là que l'on peut observer sa génération spontanée. L'ignorance et la haine y sont à poste fixe, et la dynastie de Savoie s'est livrée dans ces derniers temps à des expériences sur l'anarchisme qui ont produit les Caserio, les Luccheni et *tutti quanti* ; l'Italie est un véritable bouillon de culture où l'on développe les germes des maladies qui vont frapper les autres Etats, et les assassins qui suppriment les souverains des pays limitrophes.

Le gouvernement de l'Italie, après les grandes luttes de la guerre d'indépendance,

a voulu se mettre au niveau des grands Etats capitalistes ; il lui a fallu une flotte qui pût rivaliser avec celle des autres puissances, une armée qu'on pût mobiliser à côté des forces de l'Allemagne et de l'Autriche, et enfin des colonies, comme l'Erythrée. Le résultat de ces armements et de cette politique a été la banqueroute que le ministre des finances est obligé de venir confesser périodiquement à la Chambre des représentants ; la flotte reste dans les ports à se détériorer, l'armée se fait battre en Abyssinie. Voilà le bilan de la politique de Crispi et de son allié et complice, le roi Humbert.

Dans le pays, deux révolutions de la faim en dix ans ; réprimées, comme on sait, par la force, par cette armée inutile à l'extérieur, et tournée contre l'ennemi de l'intérieur. 75 p. 100 de la population ne savent ni lire, ni écrire, et au désespoir et à la faim qui rongent les masses profondes répondent en haut les scandales financiers ; les spéculations frauduleuses, dans lesquelles un ministre a perdu ce qui lui restait d'honneur et de considération. Voilà le prix que l'Italie a payé pour être considérée comme puissance de second rang, pour prendre place à côté de l'Allemagne et de l'Autriche, dans un traité de Triple-Alliance, et enfin pour permettre à l'Angleterre d'avoir une alliée dans la Méditerranée.

Le régime capitaliste, comme certains poisons, doit être absorbé graduellement et par petites doses ; dans ces conditions, s'il ruine lentement l'organisme social, il ne produit qu'à la longue ses effets désastreux. Mais l'Italie, à peine sortie de sa dépendance séculaire, a avalé d'un coup tout le contenu de la fiole, avec les résultats que l'on sait : un véritable tétanos social. Tandis que l'Angleterre, élevée à l'école de Mithridate, qui pratiqua le premier ce système homœopathique, peut, par exemple, assister tranquillement et sans le moindre trouble apparent, à des scandales financiers, comme ceux de Hooley, ce financier qui a corrompu une partie de la Chambre des Lords, quelques journaux et quelques clubs ; pendant que la France, quoique plus difficilement, s'est remise de son accès de Panama et pourra peut-être même survivre à l'affaire Dreyfus ; l'Italie, elle, subit à chaque scandale financier ou politique, une secousse profonde qui la détraque et accélère sa décomposition. Elle n'est pas habituée au poison capitaliste.

Il y a, en effet, deux anarchies : l'une respectable et respectée, consacrée par des lois faites exprès, ce que nous pourrions appeler : l'anarchie organisée ; et l'autre, sauvage enfant de la nature, le produit de la faim et de l'ignorance. Il semblerait, au premier abord, paradoxal de prétendre que le système parlementaire et la constitution anglaise, qui paraissent fonctionner comme des machines bien huilées, soient basés sur l'anarchie et c'est pourtant le cas. Là comme ailleurs, le système anarchiste qui est la suprématie de quelques individus, leur liberté complète d'action conquise aux dépens de l'esclavage de la masse de la population, est souverain ; mais comme certains dieux dans des temples indous, il est difficile de le distinguer, tellement il faut traverser d'appartements pour arriver à la chambre sacrée. On peut pourtant, et de plus en plus, voir l'argent, le million, dominer la politique anglaise, et les Barnato, les Rhodes, les Hooley, les millionnaires en un mot, se placer au-dessus de la constitution et des lois mêmes, si indulgentes, pourtant, pour la richesse.

C'est le cas d'une famille, celle des Rothschild, protégée par toutes les lois de tous les codes européens qu'il faudrait renverser pour arriver jusqu'à elle, et en même temps parfaitement libre de toute

restriction et de toute entrave, n'obéissant à aucun code, à aucune coutume, souveraine maîtresse des Deux-Mondes.

Contre cette anarchie, une révolution, un bouleversement social seuls peuvent quelque chose, en frappant à la base même de son pouvoir, en détruisant le système capitaliste qui soutient les rois de l'argent. En Amérique, le Sénat et le président de l'Union sont les instruments des volontés de quelques hommes qui, par leurs « trusts », leurs « rings » et leurs monopoles, détiennent les forces vives de la nation, sont en possession de tous les moyens de production. Là, l'anarchie apparaît plus clairement qu'en Angleterre, car elle ne peut se cacher derrière les vieux débris des pouvoirs passés, ni l'hypocrisie des formules légales. Les autres États de l'Europe flottent entre ces deux pôles du capitalisme, ballottés par les événements et suivant le degré et l'âge de leur corruption.

L'autre anarchie n'est qu'une pure action individuelle provoquée, comme nous le disions plus haut, soit par l'indignation aveugle, soit par la main clairvoyante de la police; contre celle-ci, qu'elle soit maladie comme dans le premier cas, ou simple moyen de gouvernement, la société actuelle ne peut rien; le seul remède héroïque serait de décréter dans cette conférence sa propre suppression, car avec le système capitaliste seul disparaîtra l'anarchie.

D'ailleurs, comme le disait jadis le fameux ministre Puttkamer, à la fin de la loi d'exception contre les socialistes allemands, un gouvernement ne pourrait durer deux jours s'il n'avait pas les anarchistes, vrais ou feints, pour épouvanter la bourgeoisie et la faire consentir aux mesures violentes et illégales. La bourgeoisie ne peut être sauvée que par des coups d'État, du moins en Europe, et pour faire un coup d'État, il faut au moins un prétexte, si vague qu'il soit. Les prétextes, ce sont les anarchistes, parfaits instruments de règne.

BONNIER.

PATRIOTISME PATRONAL

Déjà MM. Motte, Léon Allard et autres bourgeois bourgeoisants de Roubaix avaient cru devoir exporter, en Pologne russe, à l'abri des syndicats ouvriers et des menaces de grève, l'industrie si française du peignage, de la filature et du tissage de la laine.

Ils avaient, de la sorte, enlevé aux ouvriers lainiers du Nord le droit au travail, — c'est-à-dire le droit à la vie, — et commis, eux les seuls, les uniques patriotes, un crime de lèse-patrie.

Voici que maintenant, le même coup va être porté à l'industrie du lin par des coreligionnaires politiques des gros patrons roubaixiens.

Il vient d'être fondé une Société franco-belge, au capital de plusieurs millions, pour l'exploitation d'usines linières dans l'empire des tzars.

Les actes ont été passés, signés et enregistrés à Bruxelles.

Vous voilà actuellement fixés, ouvriers du textile. Lorsqu'on viendra vous parler du patriotisme patronal et de la sollicitude des Motte et autres Allard à votre endroit; lorsqu'on vous criera sur tous les tons que le chômage est dû à l'entrée des socialistes dans les hôtels-de-ville et au Parlement, répondez en montrant du doigt, sur la carte d'Europe, le petit coin de territoire russe où des moujicks font, à moitié prix, le travail qui devait vous revenir!

LOUIS MARLE.

LA SEMAINE

Comme on l'a lu plus haut, la semaine qui vient de s'écouler aura vu s'accomplir « le nouveau pas dans la voie de l'unification des forces socialistes », que le Parti en son dernier Congrès de Montluçon avait déclaré désirable et faisable.

Les quatre grandes organisations qui se partagent le prolétariat français et ont un programme, une histoire, des titres en un mot à une confiance réciproque, se sont entendues pour créer entre elles le point de contact permanent où le trait d'union qui les rendra capables de décision et d'action commune, tout en restant, pour le reste, distinctes et maîtresses de leur méthode et de leur développement respectif.

Les socialistes demeurés jusqu'alors indépendants n'ont pas été oubliés. Place leur a été faite dans la représentation centrale en voie de formation; mais pour pouvoir l'occuper il faut évidemment qu'au préalable, sor-

tant de leur état d'individualisme ou d'anarchie, ils se soient constitués nationalement, avec un corps de doctrine et de tactique qui donne lieu de leur part à des délégués responsables.

Un appel dans ce sens leur a été adressé, qui ne peut manquer d'être entendu, étant donné qu'ils ont été les premiers à proclamer l'heure venue de l'unité socialiste.

Une lettre qu'il faudrait faire lire à tous les travailleurs de France, c'est celle que le *Siècle* a reçue de M. Gabriel Monod, de l'Institut, et à laquelle s'est associé, depuis, un autre membre de l'Institut, M. Gaston Paris.

Elle crie le fond de la pensée des grands bourgeois « épris de justice et de vérité » qui ont bien voulu se servir du prolétariat en faveur de Dreyfus et de « l'admirable lieutenant-colonel Picquart », mais n'entendent pas que de cette insurrection des consciences l'ordre ou les institutions capitalistes reçoivent aucun dommage.

Ouvriers, à qui, de la revision du procès de 1894 pour forfaiture, faux et autres crimes, on avait fait espérer la fin de cette prétendue justice militaire si cruelle à vos enfants, le citoyen Monod « proteste avec énergie contre certains qui profitent des erreurs et des actes criminels de quelques officiers pour déverser l'outrage sur tous les juges des conseils de guerre ».

Détestables, lorsqu'ils condamnent des capitaines d'État-major ou des colonels, les conseils de guerre deviennent la justice même, qu'il n'est pas même permis de discuter, lorsque leurs verdicts de sang n'atteignent que la foule anonyme, la chair à travail transformée en chair à caserne.

De même pour « l'armée », que les citoyens à la Monod dénoncent comme un péril suprême lorsqu'elle jetait l'épée de ses Pellieux et de ses Boideffre dans les plateaux de la justice contre un Zola, mais dont ils prennent la défense contre « les passions populaires », la proclamant « la sauvegarde de notre sécurité à l'extérieur et à l'intérieur ».

Et le Monod, doublé du Paris, certain de parler au nom de toute leur classe, ajoutent que « si le capitaine Dreyfus et le colonel Picquart pouvaient lire ce que disent et écrivent » les révolutionnaires qui les défendent, « ils seraient les premiers à protester avec indignation ».

Si tel est le langage des meilleurs de la bourgeoisie, alors que « les innocentes victimes » sont encore à l'île du Diable et au Cherche-Midi, et ont par suite encore besoin du coup d'épaule prolétarien et socialiste, que sera-ce après la délivrance finale?

La conférence policière de Rome n'hésite devant aucun ridicule en attendant de sanctionner les propositions les plus violemment arbitraires de la Russie, de l'Italie, de l'Allemagne et de la France. Une première sous-commission est chargée de définir le caractère de l'anarchie! Ce travail servira, paraît-il, de guide aux délibérations des délégués.

Nul doute que pour les gouvernements allemands et français, l'anarchie comprendra l'usage du droit de coalition et de grève, la dénonciation des crimes patronaux, la protestation contre le servage militaire et les atrocités de la prétendue discipline. L'Italie et la Russie qualifieront d'anarchie toute opposition politique insuffisamment respectueuse.

Seuls les délégués anglais ne manifestent aucun enthousiasme pour une action commune qui aurait pour résultat de soumettre chaque puissance à la surveillance des autres.

Quoi qu'il en soit de cette Sainte Alliance d'agents provocateurs et de bourreaux, l'œuvre socialiste que l'on vise uniquement sous un hypocrite prétexte n'en sera ni entravée ni intimidée.

Le général Mercier s'est fait offrir, au siège de son corps d'armée, un diner et un punch d'adieu par ses subordonnés qui ont affirmé que leur cœur battait à l'unisson du sien et que leur conscience se confondait avec sa conscience. Nous n'en avions jamais douté.

L'ancien ministre de la guerre de 1894 a profité de cet auditoire discipliné pour prononcer un grand discours. Il a montré dans une parabole plutôt pénible les turcs de toutes catégories à l'assaut de Byzance, tandis que les « intellectuels » discutent des « arguties! » Puis il nous a parlé de la guerre prochaine qui rendrait leurs rangs aux généraux dont la nation implorerait les services. C'est la prétention cyniquement affichée des chefs militaires de se venger devant l'ennemi des justes outrages qu'on leur inflige.

Notre ami Prosper Ferrero a questionné dans la séance de mardi à la Chambre, le ministre de la marine sur les révélations du scandaleux désarroi de notre défense au port de Toulon.

Les accusations précises formulées avec une grande autorité par le citoyen Ferrero exigent de tout gouvernement soucieux de son devoir la répression d'une incroyable et criminelle impérialisme. M. Lockroy a préféré nier avec effronterie et recourir à des argu-

ments de vaudevilliste. Nous avons maintenant un amiral Lebœuf en queue rouge.

UN AVEU CAPITALISTE

Nous lisons dans le *Fairplay* que c'est un fait courant à Londres et surtout dans l'East End, où habitent principalement les mécaniciens et les artisans, que la consommation de la teinture pour cheveux grandit d'une façon considérable dans la classe ouvrière. La raison est facile à trouver. Les cheveux gris indiquent une augmentation de l'âge et par suite une diminution dans la vigueur nécessaire pour produire et pour éviter les accidents. Aussi, les ouvriers qui voient leurs cheveux grisonner s'empressent-ils de les teindre pour paraître plus jeunes et trouver de l'emploi. Le *Fairplay* ajoute que les patrons seraient des idiots s'ils ne donnaient pas la préférence à des hommes de trente ans sur des hommes de cinquante et il attribue la défaveur de ces derniers au *Compensation act* de Chamberlain qui règle la question des accidents du travail. Il fait remarquer également que depuis la *Compensation act* les patrons laissent de côté les ouvriers ayant femmes et enfants pour prendre des célibataires.

La question est plus générale que le dit le *Fairplay*; sans doute le régime capitaliste profite des lois sur les accidents pour rejeter hors des ateliers les hommes mariés et surtout les hommes qu'il a usés avant l'âge, mais il n'a pas eu besoin de ce prétexte.

Depuis assez longtemps, en effet, les portes des ateliers et des chantiers se ferment devant les travailleurs qui ont passé la quarantaine de quelques années; ils n'ont d'autres ressources que l'assistance et que les établissements religieux où l'esclavage est virtuellement rétabli.

Ces choses-là se passent en France tout comme en Angleterre, peut-être davantage encore chez nous, où les *Workhouses* cléricales sont plus répandues; seulement, en Angleterre, on l'avoue brutalement, en France on le cache hypocritement.

Si le socialisme n'arrivait pas à délivrer les travailleurs, avant vingt-cinq années d'ici, la régression de l'humanité vers l'esclavage serait un fait accompli. Nous y marchons à grands pas.

C. B.

FONCTIONNARISME BOURGEOIS ET SOCIALISME

Les défenseurs ordinaires ou extraordinaires de l'économie politique bourgeoise font toujours preuve de la plus riche imagination dans leur tableau — maintes fois broissé et exposé, hélas! — du *Spectre collectiviste*. D'habitude, de sombres couleurs obscurcissent le premier plan, et c'est, dans l'ensemble, une horrible vision devant laquelle M. Prudhomme et M. Homais, guidés par M. Leroy-Beaulieu, lèvent les bras en un geste tragique d'épouvante et d'effroi. Dame! ils ont entrevu de longues files de fonctionnaires! Parfaitement; des millions de fonctionnaires, partout des fonctionnaires et rien que des fonctionnaires... Quel cauchemar!

La myopie de ces messieurs (il s'agit des trois compères cités plus haut) n'a d'égale que leur hétérisse: myopie si forte qu'ils ne s'aperçoivent pas que c'est dans leur société à eux, dans leur régime à eux, bœni par eux, que le fonctionnarisme a grandi, s'est développé, menaçant aujourd'hui de tout submerger sous sa colossale marée montante.

Faut-il préciser? Faut-il des chiffres et des faits indéniables? En voici donc un poigné: Au ministère des finances: 80.833 employés ou fonctionnaires; à la Justice, 15.184; aux Affaires Étrangères, 1.239; à l'Intérieur, 17.121; à la Guerre, 17.159; à la Marine, 21.381; à l'Instruction publique, 125.332; aux Beaux-Arts, 933; aux Cultes, 42.956; au Commerce, 1.644; aux Postes et Télégraphes, 69.906; à l'Agriculture, 2.640; aux Forêts, 4.786; aux Travaux publics, 10.138; aux Colonies, 4.389.

Total: 415.671 employés des ministères de l'État bourgeois.

Il convient de ne pas se plaindre du chiffre élevé des salariés attachés aux Postes et aux Télégraphes ainsi qu'à l'Instruction publique, mais si nous examinons attentivement le nombre des employés d'autres ministères, il peut se dégager de cet examen pour le contribuable quelques conclusions édifiantes.

Le ministère de l'Intérieur, en 1848, occupait 3.777 agents; en 1873, 4.114; en 1898, 9.129. En un demi-siècle, le nombre d'agents a presque triplé! Pour le ministère des Affaires étrangères, même progression: en 1866, 388 agents; en 1873, 450; en 1896, 931. Depuis deux ans l'effectif s'est encore accru.

Si la fameuse éloquence des chiffres dont on parle si souvent, n'est pas un mythe, elle doit assurément se trouver au milieu de ceux que nous avons cités.

Pour compléter, d'ailleurs, le tableau du fonctionnarisme contemporain, inscrivons ce que coûte le personnel de chaque administration. Le trait sera plus sensible.

Ministère des Finances, 143.500.313 francs; Justice, 31.406.190 francs; Affaires Étrangères, 9.302.900 francs; Intérieur, 32.245.297 francs; Guerre, 24.738.460 francs; Marine, 31.451.465 francs; Instruction publique, 161.476.452 fr.; Beaux-Arts, 2.173.235 fr.; Cultes, 43.517.145 fr.; Commerce, 4 mille 203.279 francs; Postes et Télégraphes, 95 mille 918.134 francs; Agriculture, 5.590.819 francs; Forêts, 5.074.365 fr.; Travaux publics, 19.207.043 francs; Colonies, 8.539.556 francs.

Total: 627.350.653 francs! Ne croit-on pas rêver en présence d'un chiffre aussi formidable? Et cependant, si l'on divise ces 627.350.653 francs entre les 415.671 fonctionnaires, on ne peut accorder qu'une part relativement faible à chacun d'eux. C'est là une indiscutable preuve qu'il y a trop de fonctionnaires.

Si d'autres renseignements étaient nécessaires pour dissiper encore quelque reste d'illusions, il n'y aurait qu'à noter que depuis 1876, les dépenses pour les bureaucrates de la Justice ont augmenté dans la proportion de 23 0/0, et de 23 0/0 aussi pour ceux des Travaux publics. Les Beaux-Arts accusent une hausse de 19 0/0 et le personnel de l'Agriculture a nécessité, au dire de nos gouvernants, des suppléments de dépense de 11 0/0. Enfin, par le total des sommes ainsi jetées dans le gouffre du fonctionnarisme, nous obtenons une augmentation générale, en dix-huit ans, de plus de 65 millions.

La voilà, la vraie société hérissée de fonctionnaires! Les voilà les légions de bureaucrates que vous croyez apercevoir, messieurs les bourgeois, dans l'image de la société de demain! C'est la société d'aujourd'hui qui les a fait naître et qui est condamnée à les multiplier de plus en plus, selon la loi inévitable des organismes parasitaires. Dans la course aux places, par la production intensive du régime capitaliste, les fils à papa et les fils d'archevêque seront de plus en plus nombreux à frapper à la porte des bureaux, des officines à paperasses inutiles et il faudra bien leur ouvrir. Il faudra bien créer des emplois nouveaux de directeurs, sous-directeurs, directeurs adjoints et sous-directeurs adjoints; il faudra bien diviser et subdiviser les secrétariats et les sous-secrétariats pour donner la pâture à la meute hurlante des bacheliers et des cancren, en mal de position sociale, et il faudra bien en arriver là, quelle que soit la couleur qui flotte aux pavillons ministériels, depuis le rose des modérés jusqu'au rouge des radicaux. L'habitude est prise, elle est profondément enracinée et elle ne disparaîtra qu'avec le régime qui l'a mise au monde. Le parlementarisme vit lui-même de cette pratique honteuse et l'instabilité ministérielle l'a cultivée et fait fleurir avec le plus rare bonheur. Non, rien n'y fera: il n'y a pas de remède spécifique, le fonctionnarisme mourra quand mourra l'ordre de choses capitaliste.

Quelle folie de prétendre que la société collectiviste non-seulement conservera les mœurs fonctionnaristes, mais encore leur ouvrira un champ du plus intense développement! Et comment en serait-il ainsi? Est-ce que le prolétariat, maître du pouvoir politique et procédant au nom de la légalité nouvelle, à l'expropriation économique des moyens productifs de la société, aurait l'idée de reconstituer l'État, tel qu'il vit aujourd'hui, c'est-à-dire oppresseur et dominateur d'une catégorie de citoyens? On sait bien que non; on sait bien que nous ne voulons pas un gouvernement des hommes, mais une administration des choses. Et dès lors, plus de ces préfets exigeant une compensation au lendemain de leur mise à la porte; plus de ces députés battus dans leur circonscription et obtenant, en guise de consolation, un emploi dans les finances ou ailleurs; plus de ces salariés à gros salaire et à petit travail imposés au corps social par le favoritisme. Il n'y aura qu'à régler la production, anarchique aujourd'hui, pour la constituer régulière et simplement suffisante, et réglant la production selon les besoins de l'humanité on aura réglé la consommation. Ce sera l'ordre, ce sera l'harmonie et pour cet ordre et cette harmonie, comme les usines, les manufactures auront été socialisées ainsi que toutes les sources de production, besoin ne sera pas dans la surveillance et la direction de ces usines et de ces manufactures d'un innombrable personnel — nécessité en régime capitaliste par la diversité des propriétaires, ennemis les uns des autres sur le terrain de la concurrence. Et de plus, si l'on songe que les besoins de chacun pourront être satisfaits par suite de l'ordre et de l'harmonie introduits dans la production sociale, ce désir d'occuper des fonctions permettant, de par leurs prérogatives, de mener une vie réellement humaine, ce désir, si violent de nos jours, n'aura plus de raison d'être et naturellement disparaîtra.

Ainsi, ce n'est pas l'ordre de choses capitaliste qui peut se débarrasser du fonctionnarisme; il est condamné à l'engendrer et non pas à le tuer. Le remède viendra d'ailleurs: c'est le même remède qui tarira la source de toutes les douleurs du régime actuel, c'est le remède socialiste qui, à un corps agonisant et presque en pourriture, donnera la plus saine

et la plus vigoureuse des résurrections.

J. PHALIPPOU.

P. S. — Les chiffres cités au cours de cet article sont empruntés à l'*Economiste Français* (12 novembre 1898), de M. Leroy-Beaulieu... Oui, lui-même!

J. P.

LE PARTI OUVRIER A LA CHAMBRE

L'interpellation contre la participation de la République Française à la conférence de Rome contre les menées anarchistes a amené à la tribune, notre ami M. Zévaès qui, après Dejeante et Vaillant, a prononcé, en réponse au président du conseil, le discours suivant :

Zévaès. — Messieurs, M. le président du conseil a essayé tout à l'heure de réduire la conférence internationale de Rome à un simple congrès de professeurs de philosophie. Il a bien voulu déclarer, en réponse à notre honorable collègue M. Dejeante, qu'il s'agissait simplement de mesures à prendre contre les « associations anarchistes ».

Mais quoi qu'en ait dit M. le président du conseil, dont je ne mets pas d'ailleurs la sincérité en doute, il ne s'agit pas seulement, à la conférence de Rome, de combattre les anarchistes ; car, en dépit des attentats qui rappelaient tout à l'heure M. le président du conseil et que tous les peuples civilisés ont déplorés, l'agitation anarchiste ne constitue pas le péril imminent pour la société actuelle. Le véritable péril pour l'ordre social que vous représentez, celui contre lequel votre Sainte-Alliance policière va forger de nouvelles lois de réaction, c'est le prolétariat de tous les pays (Applaudissements à l'extrême gauche), c'est la classe ouvrière qui, partout, de plus en plus consciente de sa mission historique et de plus en plus groupée sous le drapeau du parti socialiste pour marcher à l'assaut du pouvoir et à la conquête de la propriété menace directement les privilèges de la bourgeoisie capitaliste. (Nouveaux applaudissements sur les mêmes bancs. — Interruptions.)

Et à la déclaration de M. le président du conseil il me sera bien permis d'opposer la circulaire même qui lui a été adressée au nom du gouvernement italien par M. l'amiral Canevaro. Vous remarquerez, monsieur le président du conseil, qu'il y est question « d'une entente pratique permanente » entre tous les gouvernements « se sentant solidaires », et dirigée non pas seulement contre les associations anarchistes, mais contre « la classe dont les agissements n'ont d'autre but que de saper les bases sur lesquelles est assise la société telle qu'elle est actuellement instituée ».

M. le président du conseil, ministre de l'intérieur et des cultes. — Ces mots ne sont pas dans l'invitation.

Zévaès. — Nous savons ce que veulent dire de pareilles expressions : c'est une déclaration de guerre au prolétariat qui, par une transformation sociale, poursuit son affranchissement. (Très bien ! très bien ! à l'extrême gauche.)

M. le président du conseil. — Je ne sais pas quelle est la source du texte lu par M. Zévaès, mais je déclare avoir lu le texte même de l'invitation. Il n'y est pas question d'autre chose que de ce que j'ai dit. D'ailleurs, pour qu'il n'y ait pas de méprise, je vais lire le texte même de l'invitation. C'est une question de loyauté.

Zévaès. — Je n'ai pas douté, monsieur le président du conseil, de votre absolue loyauté.

M. le président du conseil. — Voici le texte : «... une entente pratique et permanente destinée à combattre avec succès les associations anarchistes et leurs adeptes. »

Il n'est pas question de prolétariat ni de socialisme.

Bénézech. — Je demande la parole.

Je n'ai jamais été anarchiste, mais j'ai été, en quelque sorte, victime de la répression des anarchistes, en raison de mes opinions socialistes. J'ai été arrêté lors du procès Caserio, et pourtant, je tiens à le répéter, je n'ai jamais été anarchiste. J'ai donc le droit de me demander comment les socialistes échapperont à vos poursuites si vous les qualifiez d'anarchistes, comme telle paraît être votre intention en proposant cette loi. (Très bien ! très bien ! à l'extrême gauche.)

Zévaès. — Mais s'il est vrai qu'à cette heure, comme l'affirme M. le président du conseil, il s'agit simplement de combattre cette agitation anarchiste que le gouvernement français a parfois encouragée par ses subventions, et dont il s'est si souvent servi comme d'un dérivatif au mouvement socialiste, croyez-vous qu'une nouvelle législation internationale de répression soit le plus sûr moyen de l'atteindre ?

Il est d'autres pays que la France et la Suisse qui ont été éprouvés par des attentats anarchistes. Il y a l'Angleterre, — dont on parlait tout à l'heure, — où l'on a fait sauter la tour de Londres. Il y a aussi les Etats-Unis, où deux présidents furent successivement frappés et où les bombes de Chicago firent un grand nombre de victimes. Et cependant ni la monarchie d'Angleterre ni la République des Etats-Unis n'ont un seul instant songé à porter atteinte à ces libertés publiques, à cette liberté individuelle, qui sont la base même des Constitutions de ces deux grandes nations. (Applaudissements à l'extrême gauche.)

Et en ce moment même, alors qu'elle est, comme les autres pays, sollicitée d'entrer dans ce concert de la police européenne, quelle est donc la réponse fière que fait entendre l'Angleterre ? M. Dejeante et M. Vaillant l'ont rappelée tout à l'heure et sur elle le républicanisme de M. le président du conseil peut méditer avec fruit.

Comme ils l'ont dit, il est singulier — et pour nous bien humiliant — que ce soit un pays monarchique qui puisse donner des leçons de li-

beralisme à une République, à la France (Applaudissements à l'extrême gauche), à ce pays qui autrefois s'enorgueillissait de son hospitalité largement ouverte aux vaincus, aux proscriés accourus de partout. Ce pays vous le mettiez à la remorque, libère, de l'empereur de Russie et de l'empereur d'Allemagne, aujourd'hui du roi d'Italie. (Applaudissements sur les mêmes bancs.)

Messieurs, l'Angleterre et les Etats-Unis ont eu raison de ne pas se laisser émuoir par les excès du fanatisme anarchiste et de maintenir quand même intangible pour tous leurs citoyens et pour tous leurs sujets le patrimoine de droits et de libertés acquis dans ces deux pays.

En effet, ce n'est pas en opposant la violence, même légale, même régie par un code international, aux violences anarchistes que vous parviendrez à les supprimer. Vous ne ferez que les étendre et les multiplier ; et cela d'autant plus que c'est votre société capitaliste qui est la véritable accoucheuse d'anarchie. (Applaudissements à l'extrême gauche. — Interruptions.)

Oui, ce qui a engendré et déchaîné cette agitation anarchiste, c'est votre société basée sur l'égoïsme le plus âpre et où l'antagonisme des intérêts et des classes transforme tout être humain en ennemi de son semblable. (Applaudissements sur les mêmes bancs.)

Ce qui aigrit les ressentiments, ce qui exaspère les haines, ce qui affole les cerveaux et arme les bras pour les résolutions désespérées et criminelles, c'est le spectacle de ce prétendu ordre social présentant, d'un côté, une minorité parasitaire, ivre de jouissances et jetant, en quelque sorte, les millions à la rue au gré de ses caprices et de ses fantaisies (Interruptions au centre), et, de l'autre côté, la multitude immense écrasée, humiliée par la noire misère et rejetée dans le gouffre sans fond de la souffrance et de la déchéance humaines. (Applaudissements à l'extrême gauche. — Mouvements divers.)

Vous vous indignez, messieurs, contre le meurtre et le vol transformés en moyens de propagande par les anarchistes. Mais le véritable professeur de vol, c'est cet ordre social basé sur la richesse sans travail, c'est-à-dire la richesse produite par les manoeuvres de l'agiotage, de la spéculation, de l'accaparement et de l'exploitation du travail. (Applaudissements à l'extrême gauche.)

droite. — Par les juifs.

AZÉVAËS. — Nous ne distinguons pas, nous socialistes, entre juifs, catholiques ou chrétiens ; nous ne connaissons que la lutte entre la classe capitaliste et la classe des travailleurs.

Je reprends. Le véritable professeur de meurtre, c'est votre ordre social avec ses échafauds dressés (Exclamations sur divers bancs), avec ses outillages et ses engins de mort perfectionnés chaque jour, avec son code pénal et surtout son code militaire suant la mort à toutes les pages, avec ses hécatombes humaines multipliées dans l'enfer des usines ou dans la boucherie des champs de bataille. (Très bien ! très bien ! à l'extrême gauche.)

Et tant que n'aura pas été transformé ce milieu social qui enseigne et qui pratique le plus insolent mépris de la dignité et de la vie humaines et où l'excessive opulence de quelques-uns est une injure permanente à la surmisère du plus grand nombre, le feu ent anarchiste que vous essayez de combattre pourra subsister.

C'est le socialisme seul, messieurs, ce socialisme par vous tant décrié, tant exécré et combattu à faux par vos savants officiels et par vos professeurs d'économie politique, c'est le socialisme seul qui, en substituant à l'individualisme meurtrier de l'heure présente la solidarité organisée... (Bruit.)

... C'est le socialisme seul qui, en organisant la solidarité sociale, pourra réaliser, dans le domaine économique, les conditions d'hygiène nécessaires et suffisantes à la disparition du microbe anarchiste. C'est le socialisme qui, en substituant au désordre infini de la concurrence actuelle l'harmonie des intérêts économiques, pourra mettre à l'ère présente des meurtres et des spoliations un terme définitif et complet. En un mot, c'est le socialisme seul qui pourra en finir avec les anarchistes d'en haut et les anarchistes d'en bas. (Applaudissements à l'extrême gauche.)

Déjà aujourd'hui, avant même d'être parvenue à sa victoire totale, là, où elle s'est implantée, là où elle a déjà triomphé partiellement, c'est l'idée socialiste qui se présente comme le meilleur frein aux violences de l'anarchie. Et pourquoi ? Parce que le socialisme enseigne aux travailleurs qui, dans un moment de désespoir, pourraient s'abandonner à des actes de révolte individuelle, que ce n'est pas quelques hommes, si haut placés qu'ils soient dans l'échelle sociale, mais que c'est le régime qu'ils doivent rendre responsable des misères qui les accablent. (Applaudissements à l'extrême gauche.)

Le socialisme, en effet, proclame que les individus, soit qu'ils en souffrent, soit qu'ils en bénéficient, ne sont que les produits, les jouets, souvent inconscients, du milieu social dans lequel ils se meuvent ; que par conséquent, la disparition d'un roi ou d'un empereur, le meurtre d'un patron, ne peuvent, en aucune façon, améliorer la situation des opprimés (Applaudissements à l'extrême gauche) ; que, par suite encore, c'est seulement vers la transformation du milieu social tout entier que doivent converger désormais toutes les énergies et toutes les volontés. Et dès lors, éclairés par la lumière socialiste, forts de l'imminence de cette transformation sociale suspendue à leurs efforts associés et combinés, voici les travailleurs du monde entier qui, dédaigneux des actes individuels, comprenant toute l'inutilité et toute la vanité des attentats, marchent en rangs serrés et d'un pas allègre à la conquête du pouvoir politique, instrument de cette transformation. (Vifs applaudissements sur les mêmes bancs.)

Messieurs, nous n'avons pas la naïveté de vous demander de vous associer à cette œuvre de prochaine et indispensable rénovation sociale. Nous savons, en effet, messieurs de la majorité, que les classes dirigeantes et possédantes que vous représentez sont trop prisonnières de leurs intérêts immédiats, sont trop aveuglées par leurs privilèges de classe, pour ne pas leur s'abandonner les intérêts généraux, les intérêts

supérieurs et durables de la collectivité nationale et humaine (Très bien ! très bien ! à l'extrême gauche.)

Et non seulement, messieurs, vous ne voulez pas laisser passer cette transformation qui ne touchera nullement aux personnes, mais qui veut seulement modifier des formes condamnées par l'évolution de la propriété et de la production (Très bien ! très bien ! sur les mêmes bancs) mais encore contre elle vous accumulez et les violences et les provocations.

Eh bien, messieurs de la bourgeoisie, comme il vous plaira ! Vos violences accumulées, soyez-en persuadés, ne feront que précipiter partout l'inévitable et prochain dénouement.

Eh ! messieurs, l'histoire de ces dernières années dans les différents pays a dû déjà vous le prouver. Si nous invoquons l'autorité de M. le président du conseil, il pourra se rappeler... (Interruptions au centre.)

M. Peschoud. — A la question !

M. le président. — Messieurs, laissez se produire librement toutes les opinions à la tribune.

Zévaès. — Vos violences, votre redoublement de provocations, loin de faire reculer le prolétariat organisé en parti de classe, ne fera, au contraire, que précipiter la transformation. Et je disais, à l'appui de cette affirmation et pour montrer comment ces provocations gouvernementales ont déjà servi le mouvement socialiste, que nous pouvons invoquer le souvenir du premier cabinet présidé par M. le président du conseil actuel. Votre politique brutale de réaction, illustrée par la fermeture de la Bourse du travail ensanglantée par le cadavre de Neger, a amené cette explosion socialiste qu'ont été les élections du 20 août 1893. La politique d'abdication républicaine, d'aplatissement devant le patronat et la haute finance, suivie pendant deux ans par le ministre Méline, a réussi à doubler dans ce pays le nombre de suffrages du socialisme militant (Applaudissements à l'extrême gauche.)

Au centre. — Alors ne vous plaignez pas !

Zévaès. — Et par delà les frontières, dans les autres pays européens, les mêmes causes, la même politique de réaction, les mêmes provocations accumulées ont abouti à un identique résultat. Par delà les Vosges, il y avait l'homme qu'on appelait le chancelier de fer. (Exclamations au centre.) Oh ! messieurs, ne protestez pas ! Lors de son cinquantenaire, votre gouvernement lui a envoyé des présents en manière de reconnaissance. (Applaudissements à l'extrême gauche.)

Le chancelier de fer, après avoir dirigé contre les socialistes allemands les lois d'exception qu'ils ont subies de 1878 à 1890, a été culbuté du pouvoir par cette même démocratie socialiste.

Par delà les Alpes, M. Crispi qui, lui aussi, avait voulu jouer au Bismarck, a été renversé à son tour sous l'irrésistible poussée du Parti ouvrier italien.

Aujourd'hui affolés, débordés par le flot montant de l'idée socialiste, vous cherchez à internationaliser vos résistances, et pour vous donner contre le socialisme grandissant je ne sais quel courage, vous voulez additionner tous vos efforts. (Applaudissements sur les mêmes bancs.)

Soit ! allez à la conférence de Rome, comme sur l'ordre de la Russie vous êtes allés à Kiel acclamer l'empereur d'Allemagne. Inutile de votre Sainte-Alliance de la réaction capitaliste internationale ! Nous lui opposerons, nous, l'union internationale des travailleurs, qui, avant la fin de ce siècle, aura accompli sa noble tâche et affranchi, avec tous les exploités du prolétariat, l'humanité tout entière. (Vifs applaudissements à l'extrême gauche.)

LES NATIONS CATHOLIQUES

Un ordre de faits qui frappe tous les esprits réfléchis c'est la mauvaise situation où se trouvent les nations catholiques européennes. L'Italie s'enlise dans la misère que la mégalomanie de Crispi à précipitée, mais qui est due à la crise intense à la fois économique, financière et agricole qu'elle subit ; l'Espagne, terrassée par les Etats-Unis, va perdre ses colonies ; l'empire austro-hongrois s'effrite et va se dissoudre ; la France, qui a conservé quelque vitalité, se débat nerveusement contre la coalition militariste et clérical qui menace de l'étouffer.

Au même moment, on voit le monde anglo-saxon se rapprocher et s'unir ; il semble se préparer une vaste Fédération comprenant l'Empire britannique, les Etats-Unis d'Amérique et le Japon, qui sera maîtresse des mers et du commerce maritime international.

Certes, la Fédération latine, dont on a parlé, ne serait pas capable de la contrebalancer, car elle n'aurait ni la même marine militaire, ni la même marine marchande ; d'ailleurs, comme nous venons de le dire, elle se composerait, à part la France, de nations à demi éreintées.

Force serait donc pour elle de faire appel soit à la Russie, comme nous l'avons fait en France, soit à l'Allemagne, comme le conseille fortement Paul Leroy-Beaulieu.

L'empire russe, avec ses masses profondes de peuples divers, dont la plupart sont encore barbares, qui n'a pas même terminé son évolution vers la civilisation bourgeoise, voudra-t-il, pourra-t-il se jeter dans le conflit et le suivre au besoin jusqu'à la lutte armée ? Jamais un seul homme d'Etat français n'a pu s'expliquer nettement à ce sujet.

Reste l'alliance avec l'Allemagne que préconisent les économistes, quitte à rendre Rochefort, Déroutède et Drumont épileptiques

pour le restant de leurs jours ; seulement, nos gouvernants sont-ils capables de résoudre la question épineuse de l'Alsace-Lorraine ? Nous ne le pensons pas, et pourtant sans cela, il n'y a rien de possible.

Paul Leroy-Beaulieu propose bien au gouvernement allemand de nous rendre la Lorraine et de réunir l'Alsace à la Suisse, mais il est douteux qu'il accepte.

Fondé à Versailles, sur les ruines de la France vaincue et terrassée, l'Empire allemand ne peut consentir à lâcher les fruits de sa victoire sans se donner un désaveu éclatant à lui-même et sans creuser son propre tombeau. D'ailleurs, si, pour résister à la Fédération anglo-saxonne. il peut désirer l'alliance française, la situation est identique pour notre République et alors il est inadmissible qu'un seul des deux gouvernements consente à faire des avantages à l'autre.

Pourtant, il n'en est pas moins dans la nécessité des choses qu'à la Fédération anglo-saxonne, qui va se faire, répondent les Etats-Unis de l'Europe continentale.

Eh bien, s'il est démontré que les gouvernements monarchiques d'une part, notre République bourgeoise de l'autre, sont impuissants à constituer cette Fédération européenne, il faut se rappeler que cette grande idée fait partie du programme socialiste et que, par suite, le Parti socialiste seul est capable de la réaliser et de la faire passer dans les faits.

Ce que les gouvernements militaires tant dévoués aux intérêts capitalistes gênés par leurs antécédents ne pourront pas faire, la démocratie socialiste, devenue maîtresse de ses destinées, par la conquête des pouvoirs publics, l'accomplira.

D'ailleurs, ce qui précède peut se prouver par les événements qui se déroulent en France dans la crise violente que nous traversons.

Nous croyons inutile de chercher à démontrer que de toutes les nations catholiques c'est elle qui a le plus de vitalité ; notre race a du ressort et elle le montrera encore comme elle l'a fait maintes fois dans son histoire. Seulement, elle subit en ce moment une crise dangereuse. La lutte engagée est autrement sérieuse qu'elle ne le paraît à première vue et ses causes en sont profondes.

Il s'agit, en effet, pour elle de savoir si elle sera domptée par l'Eglise, aidée de l'armée et de la haute finance, ou si elle se sauvera de ses griffes.

L'Italie est misérable, l'Espagne vaincue et ruinée, l'Autriche-Hongrie en miettes, l'Eglise qui a fortement contribué à tous ces désastres, se sent menacée dans sa richesse et dans sa puissance, il lui faut la France.

Elle sait combien peu il lui faut compter sur les catholiques d'Amérique, qu'elle pousserait au schisme, si elle voulait leur faire sentir sa domination comme en Europe.

Le Vatican l'a si bien compris, qu'il a fait la paix avec la République, avec la pensée secrète d'en faire sa chose ; il avait besoin des masses populaires, il les a fait agiter par le mouvement nationaliste et antisémitique ; il a cherché à faire servir à ces fins la partie inconsciente des forces révolutionnaires ; il a fait marcher les chefs de notre armée qui sont à sa dévotion.

Les éléments républicains, les masses populaires conscientes, devant la trahison des opportunistes et la faiblesse des radicaux, se sont groupés derrière le parti socialiste pour lui barrer la route.

Désormais, la guerre est engagée et elle ira jusqu'au bout.

Si l'Eglise triomphe grâce à la violence des soldats et aux millions des capitalistes, si les socialistes sont une fois de plus décimés, déportés, exilés, la France tombe au rang de l'Espagne et son rôle historique est fini.

Ses masses laborieuses, définitivement assujetties, vivront d'aumônes ou de l'assistance publique, la vie moderne se détournera d'elle pour se concentrer d'un côté dans la Fédération anglo-saxonne, de l'autre dans la nation allemande que le Parti socialiste va prochainement lancer dans la civilisation supérieure, tandis que le bloc Russe passera définitivement de la civilisation barbare au régime capitaliste et bourgeois, achevant ainsi son évolution actuelle.

La France aura déserté sa grande mission d'être l'initiatrice des mouvements révolutionnaires qui mènent l'humanité vers ses destinées ; nous crierons alors avec désespoir : « Finis Gallia ».

Si, grâce au Parti Ouvrier, elle triomphe de la coalition cléricalo-militaire qui lui a sauté à la gorge, elle fera sortir le régime socialiste du régime capitaliste, entraînant dans son mouvement révolutionnaire l'Allemagne et les autres nations continentales. On franchira, alors, la première étape vers la Fédération des peuples. Les Etats-Unis d'Europe se placeront en tête du mouvement humain, en avant du monde

anglo-saxon et du monde Russe, où ils trouveront des amis tout prêts à les seconder. La France conservera ainsi la première place dans l'humanité, elle ne mourra pas d'anémie dans un coin du globe, comme sont mortes tant de civilisations disparues dont les touristes et les archéologues visitent les ruines et les débris.

CH. BRUNELLIÈRE.

L'abondance des matières nous oblige à remettre au prochain numéro la suite de la très intéressante Etude de notre ami, RAYMOND LAVIGNE.

PROPAGANDE INTENSIVE

Salut au "Socialiste de la Gironde"

Le Parti va compter un journal de plus.

La Fédération Gironde du Parti Ouvrier Français, lors de son huitième Congrès départemental tenu à Langon, a décidé de faire paraître un organe fédéral, le *Socialiste de la Gironde*, sous la direction du citoyen Marcel Cachin, professeur.

Ce journal d'éducation et de propagande socialiste est destiné à relier entre eux tous les groupes, Comités, Syndicats et militants de la Fédération Gironde, en leur servant de commune tribune ouverte à toutes les bonnes volontés et initiatives locales.

Le *Socialiste* sera le défenseur infatigable des travailleurs, des petits et des spoliés de partout. Il combattra toutes les exploitations et tyrannies, mais toujours sur le terrain des principes socialistes et sans jamais prêter sa publicité à de mesquines hostilités de personnes ou de coteries.

Le *Socialiste* étudiera tour à tour, en une série de monographies consciencieuses, les conditions sociales, économiques et politiques des diverses régions, circonscriptions, cantons et communes de notre département.

Le *Socialiste* aura à s'occuper en leur temps des prochaines élections générales municipales de 1900, pour en préparer les éléments socialistes dans le plus grand nombre possible de communes, le Parti Ouvrier Français attachant une extrême importance à la conquête des municipalités par les travailleurs organisés des villes et des campagnes.

Le *Socialiste* aura des correspondants dans tous les cantons, qui le tiendront régulièrement au courant des faits de la vie politique et économique de leur rayon.

L'abonnement au *Socialiste* sera de 5 fr. par an, ou 2 fr. 50 par semestre. Prix du numéro : 10 centimes.

Le *Socialiste de la Gironde* paraîtra le 1^{er} janvier prochain.

L'administration fait appel à tous les citoyens dévoués qui désireraient lui accorder leur concours pour la diffusion de cet organe d'émancipation démocratique et républicaine, soit comme abonnés, soit comme correspondants, ou vendeurs. Ils peuvent s'adresser aux citoyens : Marcel Cachin, 46, rue Henri-Deffès ; Calixte Camelle, 16, cours Le-Rouzic ; Raymond Lavigne, 10, rue Rolland.

L'Internationale

La Bibliothèque du Parti (5, rue Rodier), tient à la disposition des Groupes l'Internationale d'EUGÈNE POTTIER, *Paroles et Musique, au prix de 2 fr. 50 le Cent, franco à domicile.*

LE PARTI OUVRIER

EN FRANCE

Paris

Mercredi 7 décembre, à 9 heures du soir, salle Anglade, rue Turbigo, 14, réunion plénière de l'Agglomération parisienne.

La carte du Parti sera rigoureusement exigée.

Le secrétaire,

DUPY.

— Samedi 3 décembre, à 8 heures et demie du soir, rue Denfert-Rochereau, 106, conférence sur le « Socialisme en Belgique » par De Brucker, professeur à l'Université de Bruxelles.

Entrée : 40 centimes.

— Le Groupe collectiviste du 3^e arrondissement a décidé dans sa réunion du 23 novembre de faire des causeries-conférences tous les deuxièmes et quatrièmes mercredis de chaque mois, salle Vidal, au coin des rues Beaubourg et Michel-Leconte.

La première causerie aura lieu le mercredi 14 décembre, à 9 heures du soir, par un cama-

rade du Parti. Tous les camarades qui voudront s'instruire sur le socialisme auront à cœur d'assister à nos causeries. Ils trouveront des cartes à l'entrée, qui leur serviront d'entrée permanente.

Les sujets traités dans ces causeries : Collectivisme, Internationalisme, Nationalisme, Antisémitisme, Matérialisme, etc., etc.

Le secrétaire,
LOUIS DUFUR.

— Les ouvriers limonadiers* et garçons restaurateurs (garçons de café) ont invité les membres du groupe des étudiants collectivistes adhérents au Parti Ouvrier à leur prêter leur concours de parole dans la campagne entreprise contre les bureaux de placement.

Les citoyens Phalippou et Durleil ont été désignés par le groupe pour répondre à l'appel de la corporation des ouvriers limonadiers-restaurateurs.

La réunion a eu lieu jeudi soir, à la Bourse du travail, annexe A, 35, rue Jean-Jacques-Rousseau.

Nous donnerons le compte rendu de cette conférence dans le prochain numéro du *Socialiste*.

Trappes

Le programme collectiviste du Parti Ouvrier a été acclamé dimanche dans notre commune, exclusivement composée de travailleurs du sol au service d'une poignée de grands propriétaires.

Successivement, les citoyens Rolland et Phalippou ont développé la théorie socialiste et ont montré, en particulier, comment le capitalisme moderne avait su, dans le domaine de la propriété terrienne, se constituer en véritable féodalité.

De chaleureux applaudissements ont accueilli les paroles de nos deux amis.

L'ordre du jour suivant a été adopté à l'unanimité :

« Les citoyens de Trappes, réunis le dimanche 27 novembre, salle Delalande, après avoir entendu les citoyens Rolland et Phalippou, dans leur exposé de la doctrine socialiste, s'engagent à s'unir et à suivre le groupe de Trappes dans sa propagande. Ils lèvent la séance au cri de : « Vive la République sociale ! »

Une quête a été faite à l'issue de la réunion en faveur de la propagande socialiste à Trappes et de nombreuses brochures de la Bibliothèque du Parti ont été vendues par les soins du camarade Hébert.

Nancy

Désireux de faire connaître aux travailleurs de Nancy le programme et la tactique du Parti Ouvrier Français, nos camarades de cette ville qui, depuis un mois, se sont constitués en groupe socialiste, avaient organisé dimanche dernier, après-midi, une conférence publique pour laquelle ils avaient fait appel au concours de nos amis Alexandre Zévaès, député et Gabriel Bertrand, rédacteur au *Socialiste*.

Mais une conférence publique, où devaient être exposées contradictoirement les doctrines socialistes, ne pouvait plaire aux bandes cléricales, réactionnaires et antisémites qui cherchent à faire de la grande cité lorraine un second Alger, livré à toutes les violences et à tous les pillages et qui, d'autre part, se savent incapables de soutenir la moindre discussion. Il leur fallait donc, à tout prix, empêcher la tenue de la réunion préparée par nos amis.

Dans ce but, les murrailles de Nancy furent couvertes d'affiches diffamatoires, dénonçant les propagandistes du Parti comme des « étrangers », des « agents du syndicat de trahison » et faisant appel à tous les patriotes pour empêcher l'exposé des « sales et néfastes théories » socialistes. Un ignoble journal de circonstance, intitulé *Le Peuple* et portant en manchette « organe du parti ouvrier socialiste nationaliste », avait été publié et distribué pour la circonstance. Toutes les bandes d'ivrognes et de souteneurs, dont peut disposer la cléricaille nancéienne, avaient été mobilisées en vue du boucan.

Aussi, dès le début de la réunion, sitôt notre ami Hilaire élu président par l'assemblée, voici le « chahut » qui commence, sous la haute protection du commissaire de police et de ses sergents. Une poignée de perturbateurs ivres et soudoyés suffit à empêcher la conférence, malgré l'immense majorité des assistants venus là pour écouter le développement du programme socialiste.

Les vociférations et les sifflets des bandes cléricales n'empêchent pas néanmoins l'assistance d'acclamer longuement les orateurs socialistes, et c'est au cri de : Vive la République sociale ! qu'elle se retire, tandis que les « mobilisés » de la Croix acclament la police, leur digne auxiliaire.

La journée n'a pas été perdue pour la propagande.

Le soir, à huit heures et demie, un punch improvisé, réunissant une centaine de militants, était offert, salle de la Rotonde, aux citoyens Alexandre Zévaès et G. Bertrand. Ceux-ci, au milieu de l'attention la plus soutenue, ont exposé minutieusement, deux heures et demie durant, le programme du Parti. Il est vraiment regrettable que, par suite de la hâte avec laquelle le punch avait été organisé, un plus grand nombre d'auditeurs n'ait pu y assister.

A nos amis nancéiens de continuer plus résolument que jamais l'œuvre commencée. Grâce à leur propagande dans les milieux ouvriers, la

crise aiguë de réaction, dont Nancy souffre à cette heure, ne pourra avoir une longue durée, et, avant peu, ils sauront redevenir maîtres d'assurer la liberté de réunion et de discussion.

Ligny-en-Barrois

Comme à Nancy, les cléricaux, patriotards et patrons de Ligny ont cherché à empêcher la conférence qui devait y donner, lundi dernier, notre ami et collaborateur A. Zévaès. Les mêmes affiches avaient été placardées sur les murs de la ville ; l'*Intransigeant* lui-même annonçait que les « socialistes patriotes » de Ligny sauraient mettre à la raison les internationalistes du Parti Ouvrier.

Mesures inutiles ; vaines provocations. L'attitude résolue de nos amis a prouvé à la réaction qu'ils savaient assurer le calme dans une conférence organisée par eux, et les bandes cléricales mobilisées ont gardé un silence prudent ; C'est au milieu des applaudissements et en présence de mille citoyens que le député socialiste de l'Isère a traité la question portée à l'ordre du jour : « La situation politique et économique actuelle, le programme et la tactique du Parti Ouvrier ».

A l'unanimité moins deux voix, l'assemblée vote un ordre du jour acclamant le Parti, et s'engageant à le faire triompher contre toutes les réactions.

A la réunion publique, un punch a été offert au citoyen Zévaès par le groupe du Parti Ouvrier de Ligny qui compte, à cette heure, cent adhérents. Après une allocution du conférencier, l'assemblée, sur la proposition du citoyen Loux, conseiller municipal, vote des félicitations et des remerciements au citoyen Zévaès, ainsi qu'au Conseil national du Parti.

Excellente soirée — au total — pour notre vaillant groupe de Ligny, qui prend chaque jour une extension plus considérable.

Nos amis ont dix des leurs au Conseil municipal, dont un adjoint. Sur le terrain corporatif, leur organisation n'est pas moins solide ; leur syndicat syndicat des ouvriers opticiens et compassiers — a dix mille francs en caisse ; leur coopérative fait cent mille francs d'affaires par an. Syndicat et coopérative sont dirigés et administrés par des militants du Parti.

Le groupe de Ligny se propose maintenant de défendre sa propagande dans les communes environnantes et d'y constituer des groupements du Parti. C'est là une excellente idée, qui, nous en sommes persuadés, sera couronnée de succès.

Troyes

Une élection au Conseil de prud'hommes a lieu le 20 novembre dernier. Il s'agissait de nommer un membre ouvrier de la première catégorie.

Le citoyen Lambert, qui était le candidat de la Fédération des organisations ouvrières et qui est membre du Parti Ouvrier Français, a été élu par 449 voix sur 461 votants.

Cette nouvelle victoire vient montrer une fois de plus la force que le Parti Ouvrier et l'idée socialiste ont acquise dans notre ville de Troyes.

Bédarieux

Le quatrième Congrès départemental de la Fédération socialiste de l'Hérault (adhérente au Parti Ouvrier Français), qui aurait dû avoir lieu en 1898 et a été retardé de quelques mois, est fixé au dimanche 22 janvier 1899. Il se tiendra à Bédarieux.

Le Conseil National du Parti s'y fera représenter par nos amis Bénézech, Pastre et A. Zévaès.

Montpellier

La Fédération socialiste de la première circonscription de Montpellier, qui vient d'adhérer au Parti Ouvrier Français, s'occupe activement d'étendre sa propagande dans toutes les localités où ne sont pas encore constitués des groupes. Très prochainement aura lieu la réunion de la commission de contrôle dans une commune rurale, réunion qui sera suivie d'une conférence avec le concours d'élus du Parti.

Perpignan

M. Maruéjols ayant rejeté la demande formulée par la Bourse du Travail, tendant à la création d'un Conseil de prud'hommes à Perpignan, le Conseil d'administration de la Bourse du Travail a invité nos représentants à revenir de nouveau à la charge auprès du gouvernement.

Tous ont fait connaître leur intention favorable, sauf le nationaliste Bourrat, qui s'est abstenu de faire connaître son opinion, aussi le conseil d'administration de la Bourse du Travail a-t-il voté à l'unanimité l'ordre du jour suivant :

« Le Comité général de la Bourse du Travail, à l'unanimité, regrette que le citoyen Bourrat, député, n'ait pas cru devoir répondre comme ses camarades de la Chambre et du Sénat, aux lettres qui lui ont été envoyées par la Bourse au sujet de la question du Conseil des prud'hommes et passe à l'ordre du jour. »

Thouars (Lot-et-Garonne)

Dans nos régions, le socialisme pénètre peu à peu l'esprit des électeurs. Dernièrement, à Bruch, importante commune agricole, il s'est formé un Comité dont la plupart des membres, sur les instigations du camarade Merle, Jean,

secrétaire du groupe socialiste de Thouars, ont décidé d'adhérer au Parti Ouvrier Français. Après une conférence, qui donnera prochainement le citoyen Merle, sur le but et la tactique du Parti Ouvrier, il est à prévoir que le groupe lui-même, dans la totalité de ses membres, viendra à nous. Ce sera une commune de plus conquise à notre cher Parti.

Ainsi, petit à petit, le socialisme étendra son action vivifiante et régénératrice dans l'arrondissement de Nerac, le germe venant de la plus petite commune rurale, où une poignée de militants se sont donné la tâche de propager nos doctrines ; et aux élections législatives prochaines, le Parti entrera en ligne, avec des chances de succès, sans préjudice des diverses élections cantonales ou municipales, où ces candidats seront présentés.

Saint-Etienne

Le Congrès national annuel des mineurs de France aura lieu pour 1898 à Saint-Etienne, à la Bourse du Travail. Il durera quatre jours, du 21 au 24 décembre prochain.

Son ordre du jour est ainsi conçu :

1^o Fixation de la journée de travail à huit heures ;

2^o Modification de la loi sur les délégués à la sécurité des ouvriers mineurs ;

3^o Modification de la loi sur les caisses de retraites et de secours ;

4^o Institution de prud'hommes mineurs ;

5^o Fixation du minimum de salaire ;

6^o Reprise par l'Etat, aux Compagnies minières, des concessions inexploitées, et exploitation de ces concessions confiées aux associations ouvrières.

Guadeloupe

La lutte si vaillamment entreprise et couronnée par le succès des citoyens Condo, Alidor, Saint-Amant, Marc François, Blanche et Borifax, s'est continuée dans le canton de Pointe-à-Pitre, où a eu lieu une élection au Conseil général.

Le citoyen Légitimus, député, a été désigné comme candidat. Le résultat ne nous est point encore parvenu, mais la victoire aura été sûrement au représentant socialiste de la Guadeloupe, malgré toutes les misères, le retrait du chemin de l'atelier, la déposssession des colons partiaires, etc., etc.

Bravo, pour le détachement guadeloupéen qui ne se laisse pas dans sa lutte contre le capitalisme et le patronat.

A L'ÉTRANGER

Allemagne

Le retour de l'Empereur était impatiemment attendu par les socialistes, non seulement à cause de l'intérêt qu'ils lui portent, mais parce que toutes les questions pendantes vont avoir à être rendues publiques et discutées au Reichstag. En premier lieu, la loi contre les Syndicats, le pétard lancé par le voyageur avant son départ pour la Palestine, dans son discours à Eynhausen ; aujourd'hui les journaux officieux prétendent que la peine de réclusion ne sera appliquée que dans de rares cas et contre les agitateurs dangereux, et que l'Empereur n'a jamais voulu porter atteinte au droit de grève. Un journal va même jusqu'à dire que cette loi n'a pas de raison d'être, puisqu'elle condamne des délits, qui ne sont que très rarement commis. Les socialistes auront, dans le prochain Reichstag, à demander au gouvernement s'il entend exécuter les menaces de l'Empereur ou s'il les désavoue.

En second lieu, l'Empereur avant de partir, avait mis le pied dans un autre nid de guêpes : il avait refusé de reconnaître les droits du régent de l'Etat de Lippe, qui appartient à la Confédération de l'Empire ; cette mesure imprudente a donné l'éveil aux sentiments séparatistes des Etats du sud, qui ne tolèrent que momentanément l'hégémonie de la Prusse et des Hohenzollern. Enfin, le gouvernement se propose de demander de nouveaux crédits pour la flotte, mais la majorité du peuple allemand se demande avec inquiétude à quelles dépenses la nouvelle politique coloniale va l'entraîner. L'enthousiasme pour Cameroon et les possessions de Chine s'est considérablement refroidi, surtout quand on va présenter au peuple allemand la note à payer, note qui est loin de contenir tout ce dont le gouvernement a réellement besoin et n'est qu'un à-compte. Cette fois, il s'agit de 5 millions de crédits permanents, 28 millions de crédits momentanés pour la Prusse et de 10 millions pour la Saxe.

L'Insurgé

La Bibliothèque du Parti (5, rue Rodier), tient à la disposition des Groupes l'Insurgé, *Paroles et Musique, au prix de 2 fr. 50 le Cent, Franco à domicile.*

Le Gérant : A. DELADERERE.

Paris — Imp. A. Désiré, 25, rue Buffault.